

Occupation du Ministère de l'agriculture : la colère des paysan·nes des DROM et de l'hexagone criminalisée par le gouvernement

Communiqué de la Confédération paysanne



Occupation du Ministère de l'agriculture : la colère des paysan·nes des DROM et de l'hexagone criminalisée par le gouvernement

Plus de 150 paysan·nes de la Confédération paysanne venu·es de toute la France, dont une importante délégation des Drom, ont envahi cet après-midi le Ministère de l'agriculture pour l'occuper. Selon la police, 52 paysan·nes ont été interpellés, dont les trois porte-parole nationaux. Le président de la chambre d'agriculture de Guyane en ferait aussi partie. Plus de 10 gardeà-vue ont déjà été prononcées. Encore une fois, les manifestant·es ont été nassé·es par les forces de l'ordre, dont la BravM. A plusieurs reprises, les journalistes ont été empêchés de filmer cette manifestation pacifique organisée par la Confédération paysanne, un syndicat agricole représentatif !

A pied, et sans aucune violence, les paysan·nes ont pénétré dans le hall de la DGPE, déroulé des banderoles à l'intérieur et sur toutes les grilles du bâtiment pour exiger « la décolonisation » de l'agriculture de ces lobbys.

Le mépris du gouvernement envers le monde paysan est constant. Les déclarations hier du Premier ministre comme de la Ministre de l'agriculture en sont une nouvelle illustration. Ce mépris concerne aussi et de façon exacerbée les paysan·nes des départements, territoires et régions d'outre-mer, trop souvent mis à part, sans prise en compte des spécificités de leurs territoires.

La colère qui s'exprime depuis des semaines dans l'hexagone, sur la gestion de la crise de la DNC et l'accord UE-Mercosur, fait écho aux difficultés que rencontrent les paysan·nes des Drom. Cette action d'occupation des locaux du Ministère vise à dénoncer cette situation.

Les paysan·nes des DROM subissent depuis des décennies une posture condescendante et néocoloniale de la part de l'Etat français. En première ligne des accords de libre-échange, les territoires des DROM subissent les nombreuses importations déloyales en provenance de pays aux conditions sociales et environnementales de production largement moins-disantes. La signature de l'accord de libre-échange UE-Mercosur sera une nouvelle atteinte grave à notre souveraineté alimentaire.

L'injuste répartition du POSEI est l'illustration de la volonté assumée de nos gouvernants de privilégier les intérêts des plus puissants, des dominants et de l'agro-industrie au détriment des populations et de la souveraineté alimentaire.

C'est pourquoi nous demandons en urgence la refonte des aides du POSEI programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité. Elles doivent être rendues accessibles à toutes et tous, en particulier pour les producteur·rices de la souveraineté alimentaire locale. Ces aides POSEI doivent être plafonnées et redistribuées équitablement pour lutter contre la concentration des aides dans les mains de quelques grands groupes agroindustriels et familles. Il faut mettre fin aux rentes d'une poignée d'acteurs, notamment dans les filières banane et canne-sucre-rhum. L'augmentation significative dès 2026 des enveloppes agricoles pour la Guyane et Mayotte, à la hauteur des besoins en développement agricole de ces territoires, est au aussi urgente.